

Économie publique

Introduction

Pierre-Hernan Rojas

pierrehernan.rojas@sciencespo.fr

Sciences Po - 2019/2020

Organisation du semestre

- Déroulement du cours
 - 12 séances de 2h (CM)
 - 6 conférences de méthode avec Benjamin Belrhomari, Adrien Lehman et Sébastien Piednoir
- Matériel du cours sur le moodle
- Modalités d'évaluation
 - Contrôle continu : 50%
 - Interrogation sur table à la mi-semestre : 50%
 - Exposé sur un sujet d'actualité mis en lien avec les notions étudiées en cours + participation au débat suivant les présentations des autres étudiants : 50%
 - Examen final : 50%

Références générales

- Manuels et ouvrages
 - *Économie des politiques publiques*, Antoine Bozio et Julien Grenet
 - *Public Finance and Public Policy*, Jonathan Gruber
 - *Microéconomie*, Robert Pindyck et Daniel Rubinfeld

Références générales

- Manuels et ouvrages
 - *Économie des politiques publiques*, Antoine Bozio et Julien Grenet
 - *Public Finance and Public Policy*, Jonathan Gruber
 - *Microéconomie*, Robert Pindyck et Daniel Rubinfeld
- Articles de recherche
 - Ceux cités en CM
 - Ceux à lire pour les conférences de méthode

Autres sources

- Les dispositifs ministériels
 - Conseil national de l'évaluation (CNE)
 - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et la statistique (DRESS)
 - Inspection générales des affaires sociales (IGAS)
 - Conseil d'analyse économique (CAE)
 - Cour des Comptes
 - France Stratégie

Autres sources

- Les dispositifs ministériels
 - Conseil national de l'évaluation (CNE)
 - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et la statistique (DRESS)
 - Inspection générales des affaires sociales (IGAS)
 - Conseil d'analyse économique (CAE)
 - Cour des Comptes
 - France Stratégie
- Les offices parlementaires
 - Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)
 - Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Autres sources

- Les dispositifs ministériels
 - Conseil national de l'évaluation (CNE)
 - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et la statistique (DRESS)
 - Inspection générales des affaires sociales (IGAS)
 - Conseil d'analyse économique (CAE)
 - Cour des Comptes
 - France Stratégie
- Les offices parlementaires
 - Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)
 - Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques
- Les organismes indépendants
 - Société française d'évaluation
 - Institut des Politiques Publiques (IPP)
 - Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP)

Qu'est ce que l'économie publique ?

- Branche de l'économie consacrée à *l'étude de l'intervention de l'État* dans l'économie

Qu'est ce que l'économie publique ?

- Branche de l'économie consacrée à *l'étude de l'intervention de l'État* dans l'économie
- On se focalise sur plusieurs questions :
 - Pourquoi l'État intervient-il dans l'économie ?
 - Comment intervient-il ?
 - Quels sont les effets de ses interventions ?
 - Pourquoi le gouvernement choisit-il tel type d'intervention ?

Qu'est ce que l'économie publique ?

- Branche de l'économie consacrée à *l'étude de l'intervention de l'État* dans l'économie
- On se focalise sur plusieurs questions :
 - Pourquoi l'État intervient-il dans l'économie ?
 - Comment intervient-il ?
 - Quels sont les effets de ses interventions ?
 - Pourquoi le gouvernement choisit-il tel type d'intervention ?
- Ce cours apporte donc une formation indispensable à tout décideur public

Aborde des sujets de débats

(1) Système de retraites

- Le nombre d'actifs pour un retraité était de 8 en 1950

Aborde des sujets de débats

(1) Système de retraites

- Le nombre d'actifs pour un retraité était de 8 en 1950
- Il sera de moins de 3 en 2050
 - Comment ajuster le système par répartition ?
 - Quelles sont les difficultés ?

Aborde des sujets de débats

(1) Système de retraites

- Le nombre d'actifs pour un retraité était de 8 en 1950
- Il sera de moins de 3 en 2050
 - Comment ajuster le système par répartition ?
 - Quelles sont les difficultés ?
- Pourquoi ne pas tout simplement rendre le système privé ?

Aborde des sujets de débats

(2) Couverture santé des citoyens

- Au Canada ou en France, l'assurance santé est universelle, obligatoire et les prix sont contrôlés
 - Un marché privé de la santé serait-il plus efficace ?

Aborde des sujets de débats

(2) Couverture santé des citoyens

- Au Canada ou en France, l'assurance santé est universelle, obligatoire et les prix sont contrôlés
 - Un marché privé de la santé serait-il plus efficace ?
- Au États-Unis, 18% de la population n'a pas d'assurance santé, et les prix des soins continuent d'augmenter
 - Pourquoi la réforme Obama Care oblige-t-elle les personnes à s'assurer ?

Aborde des sujets de débats

(3) Éducation

- La France est le pays de l'OCDE le plus inégalitaire en termes de performance scolaires
 - Faut-il allouer encore plus de moyens aux écoles publiques ?
 - Faut-il introduire encore plus de compétition et de choix ?

Aborde des sujets de débats

(3) Éducation

- La France est le pays de l'OCDE le plus inégalitaire en termes de performance scolaires
 - Faut-il allouer encore plus de moyens aux écoles publiques ?
 - Faut-il introduire encore plus de compétition et de choix ?
- Pourquoi certains pays choisissent-ils un système éducatif largement privatisé ?

Aborde des sujets de débats

(4) Emploi

- Le marché du travail français est hautement régulé
 - Salaire minimum
 - Temps de travail réglementaire
 - Conditions de licenciement

Aborde des sujets de débats

(4) Emploi

- Le marché du travail français est hautement régulé
 - Salaire minimum
 - Temps de travail réglementaire
 - Conditions de licenciement
- Qu'est ce qui justifie que les pouvoirs publics interviennent ?
 - Conséquences positives ou négatives sur les employeurs et employés ?
 - Sur le développement économique ? Sur les inégalités ?

Ces sujets sont abordés sous différents angles

Analyse positive : description objective, *factuelle*

- Comment le gouvernement intervient-il ?
- Quel est l'effet d'une politique donnée sur l'économie ?
- Une situation donnée est-elle optimale ?

Analyse normative : jugement de valeur, analyse *morale*

- L'État devrait-il intervenir dans telle situation ?
- Quels outils peut-il mobiliser ?

Économie politique

- Pourquoi le gouvernement intervient-il d'une façon plutôt qu'une autre ?
- Quel système de vote doit-être mis en place pour prendre une décision collective ?
- Pourquoi le gouvernement ne prend-t-il pas toujours des décisions socialement optimales ?

Variété des méthodes utilisées

- Théorie : modélisation simplifiée de la réalité afin de
 - se concentrer sur une question particulière
 - isoler les effets d'une politique donnée
 - faire des prédictions en l'absence de données pertinentes ou lorsque l'expérimentation n'est pas possible

Variété des méthodes utilisées

- Théorie : modélisation simplifiée de la réalité afin de
 - se concentrer sur une question particulière
 - isoler les effets d'une politique donnée
 - faire des prédictions en l'absence de données pertinentes ou lorsque l'expérimentation n'est pas possible
- Méthodes empiriques
 - Statistiques permettant de *décrire* le rôle et la place du gouvernement dans l'économie
 - Outils économétriques permettant d'*évaluer* l'effet d'une politique publique existante
 - Expérimentations permettant d'*anticiper* l'effet d'une politique publique, avant sa mise en place

Les questions de l'économie publique

Pourquoi l'État intervient-il dans l'économie ?

Comment l'État intervient-il ?

Quels sont les effets de ses interventions ?

Pourquoi le gouvernement choisit-il tel type d'intervention ?

Programme et objectifs du cours

Quelques faits stylisés sur l'intervention de l'État

Les questions de l'économie publique

Pourquoi l'État intervient-il dans l'économie ?

Comment l'État intervient-il ?

Quels sont les effets de ses interventions ?

Pourquoi le gouvernement choisit-il tel type d'intervention ?

Programme et objectifs du cours

Quelques faits stylisés sur l'intervention de l'État



Les questions de l'économie publique

Pourquoi l'État intervient-il dans l'économie ?

Comment l'État intervient-il ?

Quels sont les effets de ses interventions ?

Pourquoi le gouvernement choisit-il tel type d'intervention ?

Programme et objectifs du cours

Quelques faits stylisés sur l'intervention de l'État



En théorie, l'intervention de l'État ne se justifie pas

L'équilibre de marché concurrentiel est optimal

- La flexibilité des prix assure l'égalité entre l'offre et la demande sur tous les marchés
- Tous les échanges mutuellement avantageux sont effectués
- Le surplus de chaque agent est maximisé, aucune perte sèche

Dans ce cadre, l'intervention de l'État est inutile voire nuisible à l'économie concurrentielle



En pratique, l'intervention de l'État se justifie

(1) Problème d'efficacité

- Favoriser l'émergence des marchés
- Corriger la rationalité limitée des agents : biais cognitifs, incohérence temporelle
- Pallier les défaillances de marché

Le cours porte sur l'étude des situations qui conduisent à ces défaillances :

- Externalités
- Biens publics
- Asymétrie d'information
- Concurrence imparfaite



En pratique, l'intervention de l'État se justifie

(2) Problème d'équité

- Une allocation efficace n'est pas forcément une allocation juste
- L'état peut donc opérer une **redistribution** des ressources
- Devoir choisir entre différentes situations efficaces implique d'avoir recours à des jugements de valeurs

Quelle définition donne-t-on de la **justice sociale** ?

Les objectifs d'efficience et d'équité sont-ils contradictoires ou complémentaires ?

Exemple de la réduction des allocations familiales conditionnées sur le revenu

- Bénéfice d'efficacité
 - Augmente l'offre de travail des individus pauvres
 - Réduit la perte sèche sur le marché du travail

30 / 94

- Bénéfice d'efficacité
 - Permet aux élèves d'ajuster leurs croyances et de combler les zones d'ignorance
 - Les investissements en éducation se rapprochent de l'optimum
 - Réduit la perte sèche



Arbitrage efficacité/équité ?

Les objectifs d'efficience et d'équité sont-ils contradictoires ou complémentaires ?

Exemple d'une campagne d'information sur les études supérieures

- Bénéfice d'efficacité
 - Permet aux élèves d'ajuster leurs croyances et de combler les zones d'ignorance
 - Les investissements en éducation se rapprochent de l'optimum
 - Réduit la perte sèche
- Bénéfice d'équité
 - Les plus défavorisés sont susceptibles de bénéficier davantage que les plus favorisés
 - Réduction des inégalités



Les questions de l'économie publique

Pourquoi l'Etat intervient-il dans l'économie ?

Comment l'État intervient-il ?

Quels sont les effets de ses interventions ?

Programme et objectifs du cours

Quelques faits stylisés sur l'intervention de l'État

Différentes catégories d'intervention

- **Incitatives** : permettre le bon fonctionnement des marchés
 - Organisation des marchés
 - Correction des externalités via la taxation/subvention

Différentes catégories d'intervention

- **Incitatives** : permettre le bon fonctionnement des marchés
 - Organisation des marchés
 - Correction des externalités via la taxation/subvention
- **Productives** : l'État adopte lui-même un comportement de producteur
 - Production de services publics
 - Production de biens (nationalisations par exemple)

Différentes catégories d'intervention

- **Incitatives** : permettre le bon fonctionnement des marchés
 - Organisation des marchés
 - Correction des externalités via la taxation/subvention
- **Productives** : l'État adopte lui-même un comportement de producteur
 - Production de services publics
 - Production de biens (nationalisations par exemple)
- **Redistributives**
 - Impôts
 - Transferts

Les questions de l'économie publique

Pourquoi l'État intervient-il dans l'économie ?

Comment l'État intervient-il ?

Quels sont les effets de ses interventions ?

Pourquoi le gouvernement choisit-il tel type d'intervention ?

Programme et objectifs du cours

Quelques faits stylisés sur l'intervention de l'État

En théorie : effets directs et indirects

Effets directs : effets prévisibles suite à l'action du gouvernement, en considérant que les agents se comportent de la même manière qu'avant

Effets indirects : effets secondaires qui surviennent si les agents modifient leur comportement suite à la mise en place de la politique

Ex : l'État offre une assurance maladie gratuite aux non-assurés

- Effet direct : tous les non-assurés deviennent assurés
Coût direct : coût individuel de l'assurance x nombre de non-assurés
- Effet indirect : certains assurés quittent leur assurance privée pour bénéficier de la couverture gratuite
Coût indirect : coût individuel de l'assurance x nombre de personnes qui deviennent non-assurés en réaction

En pratique : évaluation des politiques publiques

Évaluer est fondamental

- Dans tous les pays du monde, les ressources sont limitées, il faut les utiliser à bon escient. Or, il y a peu d'informations sérieuses sur les politiques publiques.
- Beaucoup de décisions sont fondées sur des intuitions et/ou des modes
- Une bonne évaluation permet de rendre compte et de justifier les décisions prises

En pratique : évaluation des politiques publiques

Évaluer est fondamental

- Dans tous les pays du monde, les ressources sont limitées, il faut les utiliser à bon escient. Or, il y a peu d'informations sérieuses sur les politiques publiques.
- Beaucoup de décisions sont fondées sur des intuitions et/ou des modes
- Une bonne évaluation permet de rendre compte et de justifier les décisions prises

Évaluer est utile pour mesurer l'efficacité de certaines mesures

- Pour aider les décideurs à mieux investir
- Pour améliorer les programmes : on peut tester différentes versions d'un programme, on apprend aussi des échecs

En pratique : évaluation des politiques publiques

- Les **évaluations d'impact** sont un type particulier d'évaluation qui porte sur les questions de cause à effets et non pas sur les questions *descriptives* ou *normatives* (Imas et Rist, 2009)

En pratique : évaluation des politiques publiques

- Les **évaluations d'impact** sont un type particulier d'évaluation qui porte sur les questions de cause à effets et non pas sur les questions *descriptives* ou *normatives* (Imas et Rist, 2009)
- Contrairement aux évaluations générales qui peuvent répondre à plusieurs types de questions, les évaluations d'impact sont structurées autour d'un type particulier de question :
Quel est l'impact (effet causal) d'un programme sur un résultat donné (outcome) ?

En pratique : évaluation des politiques publiques

- Les **évaluations d'impact** sont un type particulier d'évaluation qui porte sur les questions de cause à effets et non pas sur les questions *descriptives* ou *normatives* (Imas et Rist, 2009)
- Contrairement aux évaluations générales qui peuvent répondre à plusieurs types de questions, les évaluations d'impact sont structurées autour d'un type particulier de question :
Quel est l'impact (effet causal) d'un programme sur un résultat donné (outcome) ?
- La dimension causale est primordiale

Estimer l'effet d'une politique publique : cadre général

Objectif : estimer l'effet d'une politique T sur un résultat y

$$y = \alpha T + \beta X + \epsilon$$

- y : variable sur laquelle on cherche à mesurer l'impact d'une politique publique (consommation de tabac)



Estimer l'effet d'une politique publique : cadre général

Objectif : estimer l'effet d'une politique T sur un résultat y

$$y = \alpha T + \beta X + \epsilon$$

- y : variable sur laquelle on cherche à mesurer l'impact d'une politique publique (consommation de tabac)
- T : variable dont on cherche à mesurer l'effet (paquets de cigarettes neutres) L'effet de T sur y est représenté par le paramètre α , qu'on cherche à estimer



Estimer l'effet d'une politique publique : cadre général

Objectif : estimer l'effet d'une politique T sur un résultat y

$$y = \alpha T + \beta X + \epsilon$$

- y : variable sur laquelle on cherche à mesurer l'impact d'une politique publique (consommation de tabac)
- T : variable dont on cherche à mesurer l'effet (paquets de cigarettes neutres) L'effet de T sur y est représenté par le paramètre α , qu'on cherche à estimer
- X : ensemble de *variables de contrôle* qui permettent de prendre en compte les *caractéristiques observables* des individus pouvant avoir une influence sur leur consommation de tabac (âge, niveau d'éducation et sexe par exemple). β mesure alors l'effet de ces différentes caractéristiques sur y

Estimer l'effet d'une politique publique : cadre général

Objectif : estimer l'effet d'une politique T sur un résultat y

$$y = \alpha T + \beta X + \epsilon$$

- y : variable sur laquelle on cherche à mesurer l'impact d'une politique publique (consommation de tabac)
- T : variable dont on cherche à mesurer l'effet (paquets de cigarettes neutres) L'effet de T sur y est représenté par le paramètre α , qu'on cherche à estimer
- X : ensemble de *variables de contrôle* qui permettent de prendre en compte les *caractéristiques observables* des individus pouvant avoir une influence sur leur consommation de tabac (âge, niveau d'éducation et sexe par exemple). β mesure alors l'effet de ces différentes caractéristiques sur y
- ϵ , *résidu* ou *terme d'erreur* : toutes les caractéristiques, généralement inobservables non-inclues dans l'équation (ex : goût pour le risque)



Estimer l'effet d'une politique publique : cadre général

Concrètement, pour *pour chaque individu*, on a la relation suivante

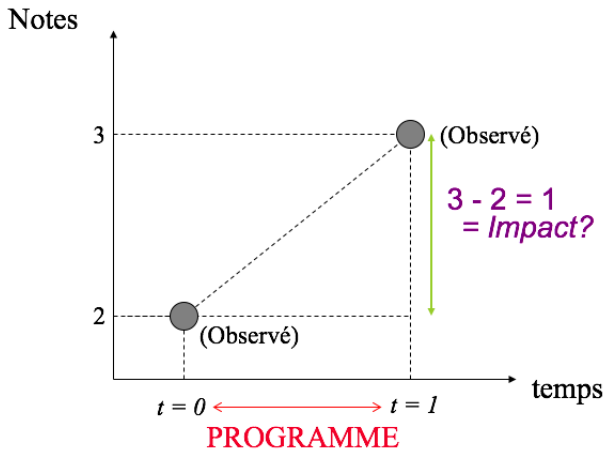
(Fumeur) = α (paquet neutre) + β_1 (âge) + β_2 (niveau d'éducation) + β_3 (sexe) +
(autres facteurs)

Quelles sont les difficultés majeures ? La relation naïve (simple corrélation) entre y et T peut-être une mesure biaisée du véritable effet

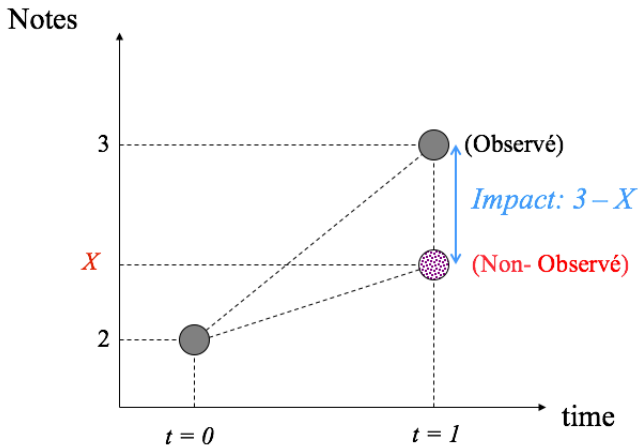
- *Identification* menacée par le problème de l'**endogénéité**
Traitement T corrélé au résidu ϵ (ie. aux inobservables)
- Risque standard : estimateur de l'effet α biaisé

Exemples : bourses d'études et résultats scolaires, consultations médicales et état de santé, crimes et nombre de caméras de surveillance

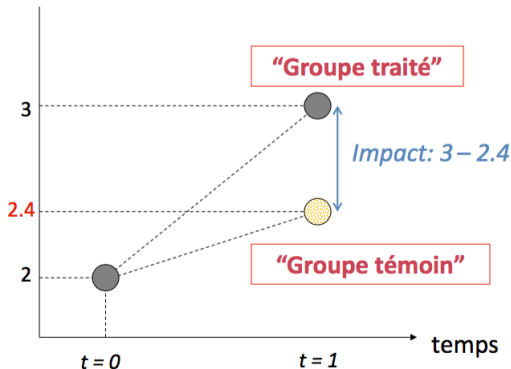
Le programme a-t-il eu un impact ?



Que se serait-il passé en l'absence du programme ?



Reconstruire X à l'aide d'un groupe témoin





Comment choisir le groupe témoin ?

- Il est possible que les non-bénéficiaires soient assez différents des bénéficiaires. Pourquoi ?
 1. Les programmes ciblent souvent certaines populations selon un ou plusieurs critères bien définis (pauvreté, niveau initial, etc.).
 2. Les gens choisissent ou non de participer au programme (ceux qui choisissent de participer sont-ils plus motivés en général ?)
 3. Différences subtiles, difficiles à observer (motivation, accès à l'information).
- La comparaison sera biaisée par le fait qu'il y a eu une sélection des bénéficiaires = **Biais de sélection**.
- L'enjeu est de comparer le groupe de traitement, touché par la politique à évaluer, à un groupe de contrôle (non affecté et ayant exactement les mêmes caractéristiques que le groupe traité)

Les expériences "contrôlées"

- **Principe** : sélection aléatoire des groupes de traitement et de contrôle par tirage au sort (probabilité d'être éligible est la même pour toutes les unités éligibles)



Les expériences "contrôlées"

- **Principe** : sélection aléatoire des groupes de traitement et de contrôle par tirage au sort (probabilité d'être éligible est la même pour toutes les unités éligibles)
- **La loi mathématiques des grands nombres** fait que, avec un nombre suffisamment important d'unités (individus, ménages, villages), le processus d'assignation aléatoire aboutisse à la constitution de deux groupes **dont toutes les caractéristiques moyennes sont équivalentes**



Les expériences "contrôlées"

- **Principe** : sélection aléatoire des groupes de traitement et de contrôle par tirage au sort (probabilité d'être éligible est la même pour toutes les unités éligibles)
- **La loi mathématiques des grands nombres** fait que, avec un nombre suffisamment important d'unités (individus, ménages, villages), le processus d'assignation aléatoire aboutisse à la constitution de deux groupes **dont toutes les caractéristiques moyennes sont équivalentes**
- **Avantage principal** : absence de biais liée à la sélection aléatoire
 - Les groupes sont identiques à part pour le traitement
 - La différence entre leurs y est due à la différence de traitement
= mesure valide et directe de l'effet

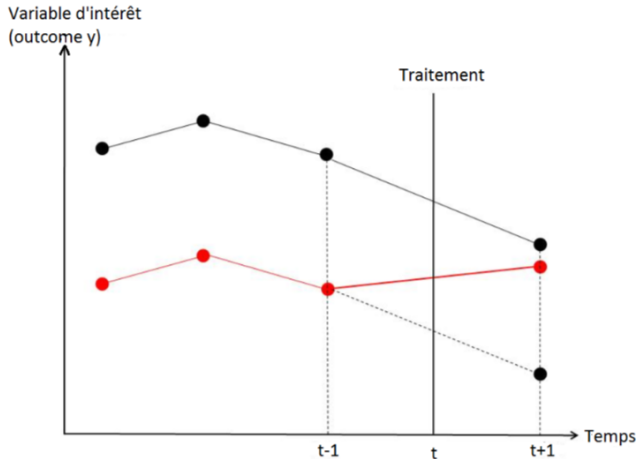
Double différence

- Lorsque les groupes de traitement et de contrôle ne sont pas identiques, on ne peut pas comparer directement leurs résultats.

Double différence

- Lorsque les groupes de traitement et de contrôle ne sont pas identiques, on ne peut pas comparer directement leurs résultats.
- **Principe** : comparer les changements dans les résultats des groupes avant et après le traitement
 - Hypothèse sous-jacente : la trajectoire du groupe test aurait été identique à celle du groupe témoin en l'absence du traitement
 - Il ne faut pas qu'un groupe soit touché par un autre choc

Illustration graphique



Groupe de contrôle : noir

Groupe de traitement : rouge

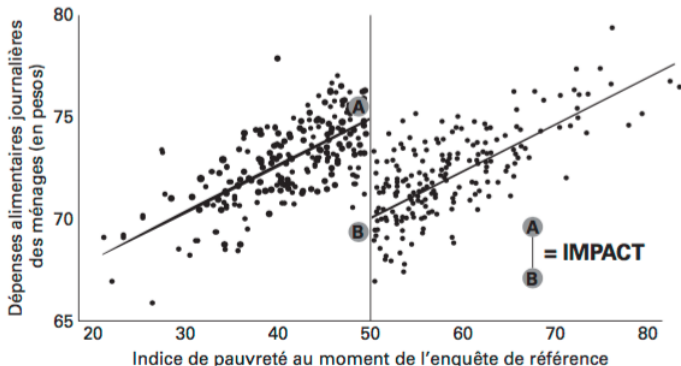
Régression par discontinuité

- Comment constituer les deux groupes de comparaison ?
 - Le traitement de la population est alloué en fonction d'une variable observable, plus précisément d'un seuil (c) défini sur cette variable
Ex : Politiques dont l'éligibilité se fait en fonction de l'âge.
 - **On dit que le traitement change de façon discontinue au point c .**

Régression par discontinuité

- Comment constituer les deux groupes de comparaison ?
 - Le traitement de la population est alloué en fonction d'une variable observable, plus précisément d'un seuil (c) défini sur cette variable
Ex : Politiques dont l'éligibilité se fait en fonction de l'âge.
 - **On dit que le traitement change de façon discontinue au point c .**
- **Principe :** autour du seuil, les individus présentent des caractéristiques comparables.
 - Les groupes de comparaison sont constitués à partir d'un intervalle construit autour du seuil d'éligibilité c .

Illustration graphique



Lorsque $X < c$, les individus font partie des bénéficiaires, sinon, ils font partie du groupe de contrôle

Impact du programme : $A - B$

Les questions de l'économie publique

Pourquoi l'État intervient-il dans l'économie ?

Comment l'État intervient-il ?

Quels sont les effets de ses interventions ?

Pourquoi le gouvernement choisit-il tel type d'intervention ?

Programme et objectifs du cours

Quelques faits stylisés sur l'intervention de l'État

Une question à part

- Trois questions précédentes : principales questions d'économie publique à se poser lorsqu'on cherche à analyser une politique mise en place ou à justifier une intervention de l'État et à concevoir la politique la plus adaptée

Une question à part

- Trois questions précédentes : principales questions d'économie publique à se poser lorsqu'on cherche à analyser une politique mise en place ou à justifier une intervention de l'État et à concevoir la politique la plus adaptée
- La question *positive* concernant le processus de prise de décision du gouvernement est du domaine de l'économie politique
 - Comment l'État décide-t-il finalement de la politique mettre en oeuvre ?
 - Choix de la politique socialement optimale ? Comment la définir ?
 - Quels autres éléments entrent en compte dans cette décision ?

Le choix de la politique mise en oeuvre

- En théorie, l'État intervient pour améliorer l'efficacité du marché et/ou assurer une redistribution équitable du revenu national

Le choix de la politique mise en oeuvre

- En théorie, l'État intervient pour améliorer l'efficacité du marché et/ou assurer une redistribution équitable du revenu national
- En pratique, comment l'État tient-il compte des millions de préférences des agents ? Peut-il agréger les préférences de tous les français ?

Le choix de la politique mise en oeuvre

- En théorie, l'État intervient pour améliorer l'efficacité du marché et/ou assurer une redistribution équitable du revenu national
- En pratique, comment l'État tient-il compte des millions de préférences des agents ? Peut-il agréger les préférences de tous les français ?
- La décision du gouvernement peut être guidée par d'autres intérêts...

L'efficacité de l'intervention publique peut être réduite

Imperfection du choix collectif : paradoxe de Condorcet

- Le vote à la majorité simple ne donne pas toujours des résultats satisfaisants lorsque les votants doivent choisir entre 3 options ou plus.
- L'agrégation des préférences individuelles ne peut pas permettre d'assurer un choix collectif cohérent

| 23 | 17 | 2 | 10 | 8 |
|----------|----------|----------|----------|----------|
| <i>A</i> | <i>B</i> | <i>B</i> | <i>C</i> | <i>C</i> |
| <i>B</i> | <i>C</i> | <i>A</i> | <i>A</i> | <i>B</i> |
| <i>C</i> | <i>A</i> | <i>C</i> | <i>B</i> | <i>A</i> |

Considérons une assemblée de 60 votants ayant le choix entre 3 candidats A, B et C.

L'efficacité de l'intervention publique peut être réduite

Imperfection du choix collectif : paradoxe de Condorcet

- Les préférences se répartissent ainsi
 - 23 votants préfèrent $A > B > C$
 - 17 votants préfèrent $B > C > A$
 - 2 votants préfèrent $B > A > C$
 - 10 votants préfèrent $C > A > B$
 - 8 votants préfèrent $C > B > A$

L'efficacité de l'intervention publique peut être réduite

Imperfection du choix collectif : paradoxe de Condorcet

- Les préférences se répartissent ainsi
 - 23 votants préfèrent $A > B > C$
 - 17 votants préfèrent $B > C > A$
 - 2 votants préfèrent $B > A > C$
 - 10 votants préfèrent $C > A > B$
 - 8 votants préfèrent $C > B > A$
- Dans les comparaisons majoritaires par paire, on obtient :
 - 33 préfèrent $A > B$ contre 27 pour $B > A$
 - 42 préfèrent $B > C$ contre 18 pour $C > B$
 - 35 préfèrent $C > A$ contre 25 pour $A > C$
- Ce qui conduit à la contradiction interne $A \gg B \gg C \gg A$

L'efficacité de l'intervention publique peut être réduite

Crédibilité des politiques publiques

- Problème d'**incohérence temporelle** : situation dans laquelle se trouve l'État, en charge de définir un ensemble d'actions sur plusieurs périodes de temps, lorsqu'il a intérêt à annoncer et promettre en t_0 de faire quelque chose en t_1 tout en ayant parallèlement intérêt, une fois arrivé en t_1 , à violer cet engagement

L'efficacité de l'intervention publique peut être réduite

Crédibilité des politiques publiques

- Problème d'**incohérence temporelle** : situation dans laquelle se trouve l'État, en charge de définir un ensemble d'actions sur plusieurs périodes de temps, lorsqu'il a intérêt à annoncer et promettre en t_0 de faire quelque chose en t_1 tout en ayant parallèlement intérêt, une fois arrivé en t_1 , à violer cet engagement
- Tant que les agents économiques croient à ses promesses, il pourra réitérer ce comportement. Dès que les individus prennent conscience de la situation d'incohérence temporelle dans laquelle ils se trouvent, ils ne croiront plus les annonces en t_0

L'efficacité de l'intervention publique peut être réduite

Crédibilité des politiques publiques

- Problème d'**incohérence temporelle** : situation dans laquelle se trouve l'État, en charge de définir un ensemble d'actions sur plusieurs périodes de temps, lorsqu'il a intérêt à annoncer et promettre en t_0 de faire quelque chose en t_1 tout en ayant parallèlement intérêt, une fois arrivé en t_1 , à violer cet engagement
- Tant que les agents économiques croient à ses promesses, il pourra réitérer ce comportement. Dès que les individus prennent conscience de la situation d'incohérence temporelle dans laquelle ils se trouvent, ils ne croiront plus les annonces en t_0
- **Enjeu de l'incohérence temporelle** : génère une méfiance absolue des destinataires des annonces puisque ceux-ci savent que celui qui les émet n'a aucune raison de s'y tenir dans le futur.

L'efficacité de l'intervention publique peut être réduite

Crédibilité des politiques publiques

- Problème d'**incohérence temporelle** : situation dans laquelle se trouve l'État, en charge de définir un ensemble d'actions sur plusieurs périodes de temps, lorsqu'il a intérêt à annoncer et promettre en t_0 de faire quelque chose en t_1 tout en ayant parallèlement intérêt, une fois arrivé en t_1 , à violer cet engagement
- Tant que les agents économiques croient à ses promesses, il pourra réitérer ce comportement. Dès que les individus prennent conscience de la situation d'incohérence temporelle dans laquelle ils se trouvent, ils ne croiront plus les annonces en t_0
- **Enjeu de l'incohérence temporelle** : génère une méfiance absolue des destinataires des annonces puisque ceux-ci savent que celui qui les émet n'a aucune raison de s'y tenir dans le futur.
- **Solution** : encadrer l'action de l'État rendent crédibles les futures annonces (Ex : règles constitutionnelles)

Autres défaillances de l'État

Information imparfaite : l'État n'est pas omniscient

- Problème de sélection des meilleurs projets en l'absence de signal prix
- Asymétrie d'information entre l'État et les citoyens mais aussi entre l'État et ses agents

Ecole du Public Choice : Buchanan et Tullock (1967)

Autres défaillances de l'État

Information imparfaite : l'État n'est pas omniscient

- Problème de sélection des meilleurs projets en l'absence de signal prix
- Asymétrie d'information entre l'État et les citoyens mais aussi entre l'État et ses agents

Ecole du Public Choice : Buchanan et Tullock (1967)

- Intérêts égoïstes des hommes politiques
- Groupes de pression
- Bureaucratie
- Corruption

Les questions de l'économie publique

Programme et objectifs du cours

Quelques faits stylisés sur l'intervention de l'État

Programme du cours

- Cadre normatif de l'analyse économique : économie du bien-être
- Fiscalité
- Analyse des défaillances de marché
 - Biens publics
 - Externalités
 - Asymétrie d'information
 - Pouvoir de marché
- Marché du travail et politiques de l'emploi : combine toutes les analyses vues en amont

Obectifs du cours

- Acquérir les outils d'analyse de ces grandes questions d'économie publique
- Se familiariser avec les méthodes d'évaluation des politiques publiques
- Être capable de réfléchir aux problèmes auxquels font face les gouvernements
 - Identifier les problèmes justifiant une intervention
 - Envisager différentes voies de résolution
 - Anticiper les effets des différentes solutions en mobilisant la théorie et les études empiriques
- Apprendre à raisonner non pas de manière idéologique mais en se fondant sur une analyse structurée de l'action publique

Pour la 1ère séance de TD : lire l'article de *Card et Krueger (1994)* sur le salaire minimum et essayer de répondre aux quatre questions de l'économie publique

Les questions de l'économie publique

Programme et objectifs du cours

Quelques faits stylisés sur l'intervention de l'État

Les dépenses publiques : de quoi parle-t-on ?

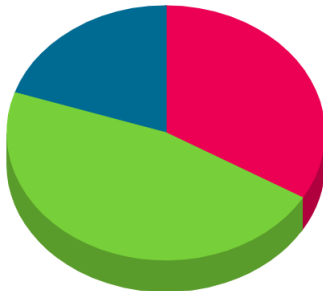
- La **comptabilité nationale** : seul référentiel commun à l'ensemble des administrations publiques, permet de calculer le montant global des dépenses et des recettes des administrations publiques (APU)

Les dépenses publiques : de quoi parle-t-on ?

- La **comptabilité nationale** : seul référentiel commun à l'ensemble des administrations publiques, permet de calculer le montant global des dépenses et des recettes des administrations publiques (APU)
- Elle identifie **trois sous-secteurs** qui participent à la dépense publique :
 - **Administrations publiques centrales (APUC)** : État + ODAC
 - **Administrations publiques locales (APUL)** : Collectivités territoriales + ODAL
 - **Administrations de la sécurité sociale (ASSO)** : hôpitaux, régimes de sécurité sociale (de base + spéciaux), régimes de retraite complémentaires + assurance chômage

Répartition de la dépense publique en France par APU

**Dépenses des administrations
publiques (hors crédits d'impôts) en
2017**



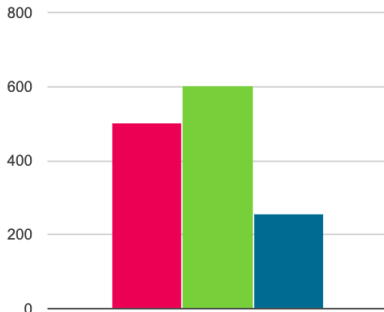
ASSO (587 milliards d'euros, soit 46,6% de la dépense publique)

APUC (423 milliards d'euros, soit 33,5% de la dépense publique)

APUL (251 milliards d'euros, soit 19,9% de la dépense publique)

Répartition de la dépense publique en France par APU

Recettes des administrations publiques en 2017



Les recettes sont très majoritairement constituées de prélèvements obligatoires.

Source : INSEE 2017

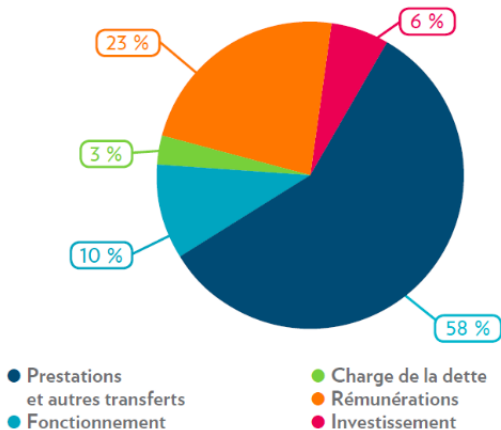
ASSO (604 milliards d'euros)

APUC (503,7 milliards d'euros)

APUL (256 milliards d'euros)

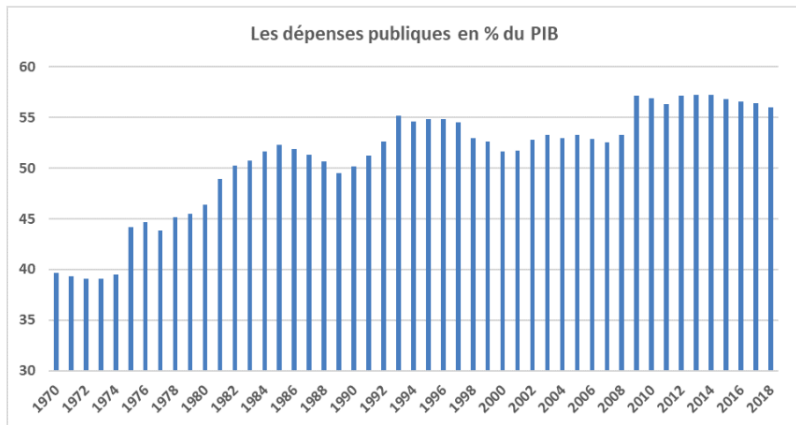
Répartition de la dépense publique en France des APU

Nature des dépenses des APU (en %)



Source : Insee, 2017

Évolution et niveau de la dépense publique en France



Source : Insee, FIPECO

Évolution et niveau de la dépense publique en France

Tableau de synthèse

| En % de PIB | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|--------------|--------------|--------------|-------|-------|-------|
| Déficit public hors mesures exceptionnelles | -2,6% | -2,4% | -1,9% | | | |
| Déficit public total | -2,7% | -2,6% | -2,8% | -1,4% | -0,7% | -0,3% |
| Ajustement structurel | 0,3% | 0,1% | 0,3% | 0,3% | 0,4% | 0,2% |
| Croissance volume de la dépense publique | 1,4% | 0,0% | 0,6% | 0,5% | 0,1% | 0,4% |
| Taux de PO | 45,3% | 45,0% | 44,2% | 44,6% | 44,6% | 44,5% |
| Taux de dépenses publiques (hors CI) | 55,1% | 54,6% | 54,0% | 53,3% | 52,5% | 51,8% |
| Dette publique | 98,5% | 98,7% | 98,6% | 97,5% | 95,3% | 92,7% |

Source : PLF, 2019

Comparaisons européennes : "l'exception française"

Taux de dépense publique au sein de L'UE en 2016 (en points de PIB)



Source : Eurostat

Comparaisons européennes : "l'exception française"

Les dépenses publiques de la France représentent 56,5 % du PIB en 2017.

Écart à la moyenne
des pays nordiques

+3
points



Écart à la moyenne
des 11 pays de l'échantillon

+8
points



Écart à la moyenne
de l'Union européenne

+13
points



Allemagne,
Autriche,
Belgique,
Danemark,
Espagne,
Finlande,
Italie,
Pays-Bas,
Portugal,
Royaume-Uni
Suède

Comparaisons européennes : "l'exception française"

OÙ LA FRANCE DÉPENSE PLUS ?

Prestations monétaires : retraites, chômage, minima sociaux et allocations familiales...



20%^{du} PIB

+ 4,3 points par rapport à la moyenne

POURQUOI ?

Le choix d'un système de retraite par répartition entièrement public.

Comparaisons européennes : "l'exception française"

Services sociaux et culturels : santé, éducation, loisirs et activités culturelles...



17%^{du} PIB

+ 0,4 point par rapport à la moyenne

POURQUOI ?

Pour le poste santé, l'écart à la moyenne européenne représente à lui seul + 1 point de PIB.

Comparaisons européennes : "l'exception française"

Services généraux : défense, police, justice et administration générale
(État et collectivités territoriales)



9% du PIB

+1,1 point par rapport à la moyenne

POURQUOI ?

Les dépenses militaires sont sensiblement supérieures à la moyenne du fait de la détention de l'arme nucléaire.

Comparaisons européennes : "l'exception française"

Soutien à l'économie :
subventions et transferts
aux entreprises et
investissement public
(hors social et régalien)



6% du PIB

+ 1,7 % point par rapport à la moyenne

POURQUOI ?

Une propension plus forte qu'ailleurs à soutenir
l'économie marchande par la dépense publique.

Comparaisons européennes : "l'exception française"

